

## La charge érudite de Dardot et Laval contre le souverainisme

PAR LAURENT MAUDUIT  
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 24 SEPTEMBRE 2020

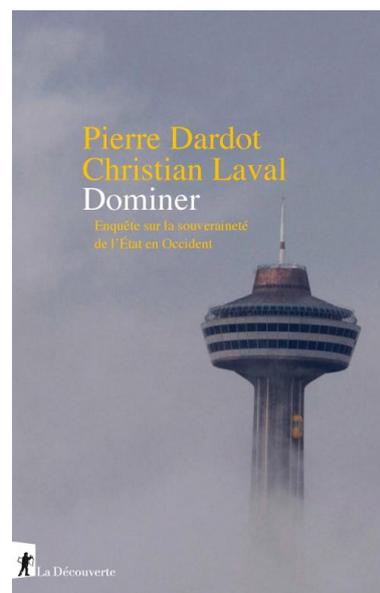
Dans leur dernier ouvrage, *Dominer*, le philosophe et le sociologue mènent l'enquête sur les origines de la souveraineté de l'État. Établissant que l'Église fut, dès le XI<sup>e</sup> siècle, le modèle de cette « *forme spécifique de domination, celle de l'État moderne* », ils accablent les souverainistes de tous bords qui propagent cette idéologie et n'offrent qu'une « *fausse sortie du néolibéralisme* ».

Il y a quelque chose de fascinant dans le travail de recherche que conduisent le philosophe **Pierre Dardot** et le sociologue **Christian Laval**. Avec application et méthode, ils construisent une œuvre qui, livre après livre, prend une cohérence d'ensemble qui retient l'attention, tant elle contribue à éclairer les origines des désordres de notre monde contemporain, en même temps que les voies possibles pour les surmonter. À l'opposé des productions éditoriales dominantes qui surfent bien souvent sur des polémiques superficielles ou éphémères.

Au travers de leurs travaux antérieurs, et notamment dans leur ouvrage *Commun* (La Découverte, 2014), les deux chercheurs nous ont ainsi invités à réfléchir « *aux formes démocratiques nouvelles qui ambitionnent de prendre la relève de la représentation politique et du monopole des partis* », pour contrecarrer les « *nouvelles formes d'appropriation privée et étatique* ». Et dans cet essai, ils ont souvent souligné que l'opposition entre l'État et le marché était factice. « *Dénoncer la marchandisation du monde conduit bien souvent à se contenter de défendre les services publics nationaux et d'en appeler à l'élargissement de l'intervention étatique. Quel que soit son bien-fondé, cette revendication reste sur le terrain de l'adversaire en se refusant à mettre en cause un antagonisme précisément constitué pour faire du marché la règle et l'État l'exception* », écrivaient-ils en particulier. Et ils ajoutaient : « *Le néolibéralisme a mis fin à l'idée que l'État pouvait être un recours de*

*la société contre les effets désastreux du capitalisme [...]. La propriété publique est alors apparue non pas comme une protection du commun, mais comme une forme "collective" de propriété privée réservée à la classe dominante, laquelle pouvait en disposer à sa guise et spolier la population selon ses désirs et ses intérêts.* »

Dans leur nouvel ouvrage *Dominer – Enquête sur la souveraineté de l'État en Occident* (La Découverte, 730 pages, 26 €), qui vient de paraître, le philosophe et le sociologue creusent le même sillon en concentrant leurs recherches cette fois non plus principalement sur les dégâts occasionnés par le néolibéralisme mais sur ceux générés par le principe de souveraineté de l'État. En clair, ils apportent une pierre de plus à leur démonstration en établissant la dangerosité multiforme de la souveraineté de l'État, principe qui s'est imposé un peu partout en Occident.



En amorce de leur livre, les auteurs pointent ainsi les défis actuels du monde et soulignent à quel point ce principe de la souveraineté de l'État fonctionne comme un « *verrou* » interdisant de les relever. Ainsi en est-il du défi climatique : « *Comment "sauver la planète", écrivent-ils, si chaque État se comporte comme propriétaire d'une partie de la planète, dont il peut faire ce que bon lui semble, en fonction des seuls impératifs de rentabilité ? La vérité est simple : l'urgence climatique impose aujourd'hui de remettre*

*en cause, directement et ouvertement, le principe de la souveraineté de l'État et la logique interétatique qui en est le strict corollaire. »*

Et les deux auteurs élargissent le constat : *« La même exigence, celle du dépassement de ce régime, s'impose encore dans d'autres domaines, qu'il s'agisse de la défense des libertés publiques et des droits individuels ou de la solidarité envers les populations écrasées par des États totalitaires. Les réalistes de la politique internationale connaissent bien ce principe de souveraineté et savent son efficacité au Conseil de sécurité des Nations unies quand il s'agit de laisser les mains libres aux faiseurs de guerre. »*

Pour Dardot et Laval, nous ne pourrions donc surmonter les désordres du monde sans remettre en cause ce principe de souveraineté, qui consacre une forme de domination. *« Souveraineté, poursuivent-ils, signifie alors proprement la domination exercée à l'intérieur d'un territoire donné, par une puissance étatique sur la société et sur chacun de ses membres. Autrement dit, c'est le concept d'une forme spécifique de domination, celle de l'État moderne. »*

On comprend par conséquent le très grand intérêt du travail des deux chercheurs : ils vont à l'encontre d'une idée qui a fait des ravages en France, aussi bien à droite qu'à gauche, depuis bientôt trois décennies, selon laquelle le retour à l'État et à sa souveraineté serait le meilleur des boucliers pour protéger le pays des ravages de la mondialisation néolibérale. Pour eux, la vérité est radicalement différente : le souverainisme est une impasse. À les lire, on comprend que c'est même plus grave que cela : l'idéologie du souverainisme joue un rôle très néfaste. Explication : *« Les défenseurs de ce souverainisme, tous bords confondus, se plaisent à dénoncer tous les "naïfs" qui restent attachés à des perspectives postnationales et feraient ainsi le jeu du néolibéralisme. Nous pensons exactement l'inverse. C'est cette idéologie souverainiste qui empêche de dépasser le moment néolibéral de la politique mondiale. Et c'est contre cette idéologie souverainiste, qu'elle soit de droite ou de gauche, que le présent ouvrage est entièrement consacré. »*

Les deux chercheurs pointent même avec beaucoup de pertinence le fait que le souverainisme ne constitue le plus souvent *« qu'une fausse sortie du néolibéralisme, dans la mesure où celui-ci s'est d'ores et déjà hybridé avec différentes formes d'identitarisme et de protectionnisme »*, comme en attestent les exemples de Trump ou d'Erdogan.

Sus donc à la souveraineté de l'État ! Commence alors l'enquête principale du livre, qui cherche à établir comment historiquement cette forme de domination s'est imposée en Occident. Enquête historique et intellectuelle érudite ! Les deux auteurs insistent sur le fait que l'Église fut le modèle juridico-politique autour duquel s'est imposé ce principe de la souveraineté de l'État et remontent, pour établir cette démonstration, jusqu'à la fin du XI<sup>e</sup> siècle, et au rôle joué à l'époque par le pape Grégoire VII.

### **La défaite de l'antisouverainisme socialiste**

Détaillant le *« dictatus papæ »* (*« ce que dicte le pape »*) révolutionnaire pris par ce pape en 1075, qui lui permet d'exercer *« son gouvernement en matière de foi et de morale aussi bien que dans les matières civiles telles que le mariage et l'héritage »*, et d'établir une *« juridiction générale sur toutes les causes qui lui étaient soumises »*, les deux chercheurs montrent qu'il s'agit là d'une rupture majeure : *« Dans l'histoire de l'Occident moderne, ce n'est ni la sacralisation des rois dans les monarchies hellénistiques, ni la divinisation des empereurs romains, ni non plus la souveraineté inscrite dans l'être du Dieu chrétien,*

mais bien la souveraineté pontificale qui servit de modèle direct à la construction de la souveraineté étatique », constatent-ils.



Christian Laval et Pierre Dardot. © Pauline Le Goff

Après avoir établi cette longue généalogie de la souveraineté de l'État, Dardot et Laval cherchent logiquement à décrire les efforts entrepris par beaucoup, dans le prolongement de la Révolution française et tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, pour rompre, plus ou moins facilement, avec ce principe de la souveraineté, et trouver une voie favorisant les formes d'autogouvernement des citoyens, c'est-à-dire l'émergence d'une véritable démocratie. Commence alors une seconde enquête, tout aussi érudite que la première, avec des haltes innombrables. Une halte d'abord sur Saint-Simon et sa perspective d'une association autonome des producteurs. « *Le socialisme issu du saint-simonisme fait de l'association le principe directement antagonique à la souveraineté de l'État et à l'organisation capitaliste de la production. "Association" et "socialisme" deviennent même quasi synonymes dans les années 1830. Sans qu'on puisse leur imputer la diffusion à eux seuls du thème de l'association ouvrière [...], les saint-simoniens ont répandu l'idée que la société future sera formée par la généralisation de la forme associative et coopérative dans le champ de la production économique* », écrivent-ils.

À la recherche d'autres formes de développement de la démocratie véritable, tournant le dos à la souveraineté de l'État, les deux auteurs font encore d'autres haltes. Sur les travaux, pêle-mêle, de Fourier, de Proudhon, de Louis Blanc ou encore de Bakounine, et naturellement de Marx...

Mais au terme de ce long périple, le constat d'ensemble est pour finir pessimiste. « *L'"hérésie" des premiers socialismes entendait contester frontalement l'étatisme au moment même de la consolidation des États-nations en Europe [...]. Elle a été défaite. L'autogouvernement et l'internationalisme ont reculé devant la puissance des États centralisés et la diffusion à grande échelle d'un nationalisme institutionnel* », écrivent-ils, avant d'ajouter : « *La défaite de l'antisouverainisme socialiste n'a certes pas entraîné sa disparition complète : il a survécu dans les marges du mouvement ouvrier, tradition cachée et toujours menacée qui réapparaît sur le devant de la scène historique dans les révolutions du XX<sup>e</sup> siècle et du début du XXI<sup>e</sup> siècle. Mais le fait est là : l'État nationaliste l'a emporté jusqu'en Russie "communiste", aux dépens de ce qui promettait d'être une rupture radicale avec la logique de la souveraineté de l'État.* »

Et, à suivre les deux auteurs, on comprend que cette défaite a particulièrement ébranlé la gauche, et cela depuis bien longtemps. « *Le mouvement socialiste, comme le craignait d'ailleurs Marx dès les années 1870, expliquent-ils, a modifié la signification des luttes politiques et sociales à l'intérieur des États-nations : le socialisme a été progressivement conçu comme une extension de la souveraineté de l'État à l'économie. Pris dans le jeu institutionnel du parlementarisme, la question qui s'est imposée aux acteurs du conflit social a fini par être de savoir comment conquérir le pouvoir et comment exercer la souveraineté de l'État. Le socialisme ne s'est donc pas développé en suivant la ligne de rupture antisouverainiste que l'on a vu se dessiner de Saint-Simon à Marx.* »

Aux souverainistes de tous bords, qui tiennent souvent le haut du pavé en France, en prétendant abusivement combattre les débordements du tout-libéral, Dardot et Laval administrent donc une sévère correction. « *La vraie exigence politique d'aujourd'hui, concluent-ils, consiste, non pas à restaurer la verticalité de l'État, ni même à la maintenir, mais à commencer à se débarrasser du fétiche du pontificalisme étatique pour imaginer un autre système d'obligation des individus les uns vis-à-vis des autres qui déjoue l'alternative entre verticalité et horizontalité en refusant la logique même de la représentation politique.* »

En somme, Dardot et Laval débouchent en conclusion de ce livre sur ce qui était aussi la conclusion de leur précédent ouvrage et le fil à plomb de tout leur travail de recherche : l'impérieuse nécessité d'avancer vers les communs pour relever les graves défis auxquels

la planète est confrontée. Mais avancer comment ? À la fin du livre, c'est le seul regret que l'on puisse éprouver, car les deux auteurs ne répondent pas à la question. Ils préviennent juste que ce livre est la première partie d'un projet d'ensemble, qui comportera un second tome, non plus sur la généalogie de cette histoire, mais sur les questions stratégiques qui en découlent concernant « *la gauche globale et la cosmopolitique du commun* ».

On n'a donc décidément pas fini de suivre Dardot et Laval dans la construction de leur œuvre, si originale...

### Boîte noire

Je veux ici préciser que j'ai partagé avec Pierre Dardot les mêmes enthousiasmes de jeunesse et que je suis ami avec lui depuis cette époque. Lui comme moi avons le même éditeur, La découverte.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.